

BRUXELLES

Tentative de relance de l'Union pour la Méditerranée

Une rencontre est prévue jeudi à Bruxelles visant à réanimer l'Union pour la Méditerranée (UPM), gelée depuis la guerre de Ghaza, a-t-on appris hier de source européenne au Caire.

Organisée à l'initiative de Javier Solana, le diplomate en chef de l'UE, cette rencontre informelle va tenter de réunir de nouveau autour d'une table partenaires européens, arabes et israéliens, a-t-on déclaré à l'AFP. L'ambassadeur français en charge

de ce dossier, Serge Telle, a affirmé, lors d'une conférence au Caire en début de semaine, le désir de la France de relancer l'UPM, dont elle exerce la co-présidence, lors de cette rencontre du 23 avril.

A plusieurs reprises, une date avait été fixée, puis reportée en raison du climat politique, pour une réunion formelle des hauts représentants des 43 pays membres de l'UPM. Si la rencontre du 23 avril se passe bien, a précisé la source européenne, cette réunion pourra se tenir début mai, permettant le dégel offi-

ciel du partenariat euro-méditerranéen autour de projets concrets.

«Sans volontarisme, l'UPM risquait l'enlisement, mais on ne sait pas encore quels pays arabes accepteront de revenir autour de la table», a dit un responsable européen au Caire.

Toujours sans secrétariat ni financement, l'UPM a été une victime collatérale de l'offensive israélienne dans la bande de Ghaza, du 27 décembre au 18 janvier, les pays arabes refusant de s'asseoir aux côtés d'Israël. Lancée en grande

pompe à Paris en juillet 2008 par le président français Nicolas Sarkozy, l'UPM visait par une «union de projets» à sortir de l'ornière le processus de dialogue euro-méditerranéen dit «de Barcelone», né en 1995.

La France et l'Espagne, qui pourraient lui succéder dans un an à la co-présidence, se sont déclarées fin mars favorables à une relance «rapide» de l'UPM.

L'Egypte, co-présidente côté sud de la Méditerranée, coordonne, avec bien des difficultés, les pays arabes membres de l'UPM.

KENYA

Une tentative présumée de conversion de Sarah Obama fait polémique



Sarah Obama.

Une église protestante a tenté de convertir au christianisme la grand-mère kényane et musulmane du président américain Barack Obama, Sarah, contre sa volonté, a dénoncé hier un représentant de la communauté musulmane kényane. L'église adventiste du septième jour à Kisumu (ouest) a invité Sarah Obama à un culte samedi dernier où elle devait être baptisée, selon ses proches interrogés par l'AFP.

«Mama Sarah», son surnom dans le village reculé de Kogelo, a été surprise par l'invitation et l'a déclinée, ont-ils indiqué. «Je déplore la tentative, par la religion chrétienne, de la convertir de force», a déclaré Cheikh Mohamed Khalifa, membre du Conseil des imams et des prédicateurs du Kenya.

«Pourquoi elle seulement ? Pourquoi pas avant l'élection de M. Obama ? Ne l'avaient-ils pas vue avant qu'il devienne président ? Nous sommes prêts à protéger notre religion», a-t-il ajouté, dénonçant une «provocation».

Saïd Obama, le demi-frère du président américain, a précisé que les pasteurs de l'église avaient approché Sarah Obama en lui affirmant qu'elle pouvait devenir chrétienne.

«Mama (Sarah) est née musulmane et entend mourir musulmane. La question de sa conversion ne se pose pas», a-t-il affirmé à l'AFP. Sarah Obama a accédé à la notoriété en 2006 à la faveur d'une visite de son petit-fils au Kenya et notamment d'une étape dans son village reculé de Kogelo, devenu une attraction touristique depuis la victoire de M. Obama à la présidentielle en novembre 2008.

Le gouvernement kényan a inscrit le mois dernier Kogelo au patrimoine national. Sarah Obama est la troisième épouse du grand-père de Barack Obama.

Aucun lien biologique ne les unit mais le président la considère comme sa grand-mère paternelle.

IRAN

Le chef de l'agence atomique de l'ONU «optimiste»

Le chef de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) Mohamed El-Baradei s'est déclaré hier «très optimiste» face aux efforts pour résoudre le dossier nucléaire iranien, après les gestes récents d'ouverture de Téhéran et de Washington.

«Je suis extrêmement content du changement de politique des Etats-Unis, qui abandonnent la confrontation pour le dialogue et le respect mutuel», a déclaré à la presse M. El-Baradei, actuellement à Pékin pour une conférence internationale sur l'énergie nucléaire.

«J'ai dit à mes collègues iraniens qu'il devait y avoir réciprocité et qu'ils devaient tendre la main et ce que nous avons entendu de l'Iran est également assez différent, il y a un ton beaucoup plus modéré», a-t-il dit. «Je suis très optimiste sur cette approche tout à fait nouvelle et j'espère qu'elle marchera», a ajouté le directeur général de l'AIEA.

L'ambassadeur iranien auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, a toutefois appelé les Etats-Unis à «transcrire leurs propos en véritables actions». «Ils doivent traduire ces mots en

actions, changer fondamentalement leur politique étrangère, particulièrement vis-à-vis de l'AIEA», a-t-il déclaré à des journalistes, en marge de la conférence, en accusant Washington de se servir de l'agence de l'Onu pour persécuter d'autres Etats.

Mohamed El-Baradei a suggéré à l'Iran des voies pour confirmer ce qu'il considère comme des avancées, notamment la mise en place de mesures pour permettre les inspections demandées par l'AIEA. «Ils pourraient (...) nous permettre de visiter certaines installations comme le réacteur à eau lourde par exemple et ils doivent présenter leurs propres suggestions sur la manière de bâtir la confiance».

«L'idée est avant tout de nous rendre confiants dans le fait que leurs buts sont exclusivement pacifiques», a-t-il insisté. L'Iran a annoncé la semaine dernière



Mohamed El-Baradei

qu'il présenterait une nouvelle offre censée concurrencer celle que lui ont faite les grandes puissances pour obtenir la suspen-

sion de son programme nucléaire controversé. «Nous sommes en train de préparer un nouveau paquet qui sera présenté au groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et l'Allemagne), et nous allons discuter sur la base de ce paquet», a dit mercredi dernier le président Mahmoud Ahmadinejad.

Le programme nucléaire iranien se poursuit malgré cinq résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois assorties de sanctions.

Après sept années d'enquête, l'AIEA se dit toujours incapable de certifier qu'il a un objectif exclusivement civil, comme Téhéran l'affirme en continuant d'exclure toute suspension de l'enrichissement d'uranium, un procédé qui permet d'obtenir aussi bien du combustible pour une centrale nucléaire que la matière première d'une bombe atomique.

«La composante première qui inquiète fortement la communauté internationale c'est les intentions de l'Iran. Ceci ne peut pas être vérifié» par un inspecteur, a souligné le chef de l'AIEA.

DURBAN II

Bruxelles minimise la division de l'UE, 23 pays présents sur 27

La Commission européenne a minimisé les divisions au sein de l'UE concernant la participation ou non à la conférence de l'ONU sur le racisme «Durban II» qui s'est ouverte hier à Genève, insistant sur le fait qu'«une grande majorité, 23 pays sur 27» y étaient présents.

«Plusieurs Etats membres ont décidé de se retirer de la conférence. Mais une grande majorité, c'est-à-dire 23 sur 27, sont toujours engagés dans le processus à Genève», a déclaré Christiane Hohmann, porte-parole de la commissaire aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner.

L'Allemagne, l'Italie, la Pologne et les Pays-Bas ne participent pas à la conférence, estimant notamment que le projet de déclaration finale de la conférence ne respecte pas suffisamment les «lignes rouges» fixées par l'UE concernant la stigmatisation d'Israël et la diffamation des religions.

«La Commission participe à la conférence en tant qu'observateur, et en le faisant, nous disons que les lignes rouges de l'UE (...) ont été préservées. Le texte n'est pas idéal, mais c'est le résultat d'un compromis», a estimé M^{me} Hohmann, lors d'une conférence de presse.

Sans citer la présence du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, connu

pour ses diatribes antisémites, elle a reconnu que la conférence risquait d'être «prise en otage par des questions complètement déconnectées du contenu et du thème de lutte contre le racisme». «Bien sûr, nous réagirons de façon appropriée à toute déclaration inacceptable pendant la conférence», a insisté la porte-parole.

La France, qui sera représentée par un ambassadeur, a déjà prévenu qu'elle

quitterait la salle en cas de dérapage. Selon un diplomate européen, les pays européens présents se sont mis d'accord pour faire de même. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a ouvert hier la Conférence sur le racisme Durban II au siège des Nations Unies à Genève en «regrettant profondément» l'absence de poids-lourds occidentaux, dont les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et Israël.

Israël «déçu» par la France et la Grande-Bretagne

Israël est «déçu» par la décision de la France et de la Grande-Bretagne de participer à la conférence «Durban II» sur le racisme qui s'est ouverte hier à Genève, a indiqué un responsable israélien.

«Nous sommes déçus par l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne, nous nous attendions à mieux de la part de ces pays», a affirmé à l'AFP Yigal Palmor, porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères.

«Israël espérait que la France et la Grande-Bretagne feraient comme les autres pays qui ont décidé de ne pas participer à cette conférence qui relève du

burlesque», a ajouté le porte-parole. Il a, toutefois, souligné qu'il n'était pas question de rappeler pour consultations les ambassadeurs d'Israël en poste à Paris et Londres comme cela a été le cas pour la Suisse.

Israël a rappelé hier pour consultations son ambassadeur à Berne pour protester contre la conférence et la rencontre dimanche entre le président suisse Hans-Rudolf Merz et le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, bête noire de l'Etat hébreu.

La décision a été prise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son chef de la diplomatie Avigdor Lieberman pour «exprimer le mécontentement (d'Israël)



Benjamin Netanyahu.

sur la tenue de la conférence de Durban II à Genève à laquelle participe un raciste, négationniste de la Shoah, qui déclare publiquement son intention de rayer Israël de la carte», selon un communiqué des Affaires étrangères.

Le président iranien, connu pour ses diatribes négationnistes et dont le pays est soupçonné par Israël et l'Occident de chercher à se doter de l'arme nucléaire, devait prononcer un discours hier après-midi au siège des Nations unies de Genève.

Les Etats-Unis, l'Australie, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, notamment ont décidé de ne pas participer à la conférence.

FRANCE

Nicolas Sarkozy invite le président chinois

Le président français Nicolas Sarkozy a envoyé une lettre d'invitation en France à son homologue chinois Hu Jintao, trois semaines après la réconciliation officielle entre les deux pays, a annoncé hier un haut responsable chinois.

Le président du parlement chinois, Wu Bangguo, a fait cette annonce à l'issue d'un entretien avec le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer.

«A ma connaissance, (M.) Accoyer a apporté une lettre d'invitation du président Sarkozy au président Hu Jintao pour une visite en France», a déclaré Wu Bangguo. «Je crois que le président Hu Jintao sera heureux de se rendre en France», a dit à quelques journalistes M. Wu, sans donner de date. «Le développement des relations avec la France est une politique ferme», a ajouté le président de l'Assemblée nationale populaire (ANP), officiellement le numéro deux dans la hiérarchie du pouvoir chinois.



Nicolas Sarkozy.

M. Accoyer est le premier haut responsable français à se rendre à Pékin après la fin d'une brouille de quatre mois

provoquée par la question tibétaine. C'est également la première visite officielle en Chine d'un président de

l'Assemblée nationale française depuis 1982. Les relations entre la France et la Chine redémarrent sur de

nouvelles bases que «nous espérons particulièrement fructueuses», a affirmé M. Accoyer au début de son entretien avec Wu Bangguo. Pékin et Paris se sont réconciliés début avril avec la publication d'un communiqué commun et la rencontre, en marge du G20 à Londres, de Hu Jintao et de Nicolas Sarkozy. La Chine boudait la France depuis une rencontre en décembre entre M. Sarkozy et le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains.

Depuis son élection, le président français s'est rendu trois fois en Chine, d'abord en visite d'Etat en novembre 2007, puis pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin en août dernier, enfin à l'occasion du sommet Asie-Europe en octobre. De passage récemment dans la capitale chinoise, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a laissé entendre que l'actuel chef du gouvernement français François Fillon pourrait également se rendre cette année en Chine. Pékin a confirmé la semaine dernière l'envoi prochain d'une mission commerciale en France.

Photos : DR

KOWEÏT

Prison pour une Australienne d'origine arabe pour insulte à l'émir

Une Australienne d'origine arabe a été condamnée hier par une cour criminelle de Koweït à deux ans de prison pour insulte à l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, a indiqué son avocat.

«Je vais interjeter appel demain», a indiqué l'avocat, Falah al-Hajraf à l'AFP, ajoutant que sa cliente avait nié les charges et affirmé devant la

cour n'avoir rien fait de répréhensible. Nasra Chemmari, 43 ans, avait été arrêtée en décembre dernier à l'aéroport de Koweït et accusée d'avoir insulté l'émir pendant une querelle entre son mari et ses fils d'une part et un employé de l'aéroport d'autre part.

Son mari et cinq de ses fils n'ont pas été autorisés à entrer dans le pays alors qu'elle a été arrêtée, avec deux de ses fils, et détenue depuis. M^e

Hajraf a indiqué qu'aucune accusation n'avait été portée contre les deux fils de M^{me} Chemmari, qui sont en liberté, et qu'«il semble qu'il n'y aura pas de poursuite».

La famille avait obtenu la nationalité australienne il y a quelques années après avoir vécu longtemps au Koweït où elle faisait partie des quelque 100 000 Bidoun, des apatrides d'origine arabe qui ne jouissent d'aucun droit.